

La défiance envers le gouvernement et les statistiques publiques risque d'augmenter l'année prochaine

Croissance folle et chômage : paradoxes et dangers de 2021

Asymétrie cognitive

Le gouvernement prévoit une récession de 10% en 2020 et un rebond de la croissance de 8% en 2021. Pourtant, l'année prochaine, la production sera encore inférieure à son niveau de fin 2019, qu'elle devrait retrouver dans le courant de 2022.

Jade Grandin de l'Eprevier

UNE CROISSANCE DE 8%! La prévision du gouvernement sur la progression de l'activité en 2021 a de quoi faire rêver. Du jamais vu depuis 1960. Les plus pessimistes prévoient au moins 5%. Pourtant, l'année prochaine aura les attributs de la récession : hausse du chômage, stagnation ou baisse du pouvoir d'achat... « La plupart des gens comprend mal à quel point ces scénarios de croissance sont noirs, commente Xavier Timbeau, directeur principal à l'OFCE. On aura perdu en deux ans 4 points de PIB par rapport à ce qu'on aurait eu sans la crise, avec 1% de croissance annuelle. Cela veut dire qu'il y aura une montée du chômage importante, des pertes d'emplois, une stagnation ou faible augmentation des salaires. »

Le chiffre spectaculaire de 8% reflète moins le positif pour 2021 que le négatif de 2020. On part de très bas, et l'année prochaine, on sera encore sous le niveau d'activité d'avant crise. La bizarrerie se produit après chaque crise économique, mais dans des proportions moindres. En 2009, le PIB tricolore avait chuté de 3% pour rebondir de 2% l'année suivante.

Insiders touchés. Concrètement, que vivra-t-on à partir de cet automne et l'année prochaine? Chaque trimestre, l'Institut national de la statistique (Insee) publiera des chiffres impressionnants de croissance du PIB. En parallèle, la dégradation sur le marché de l'emploi, décalée avec le chômage partiel, va apparaître au grand jour. La Banque de France estime que le taux de chômage va passer de 9,1% en 2020 à 11,1% en 2021. 700 000 destructions d'emploi ont déjà eu lieu au premier semestre 2020, mais elles ne sont pas encore visibles, car les personnes ont mis en pause leur recherche de travail. Lorsqu'on ne recherche pas activement un emploi, on n'apparaît pas dans le chômage au sens strict, seulement dans le « halo du chômage ». Désormais, les personnes se remettent à chercher, et reviennent dans les chiffres du chômage.

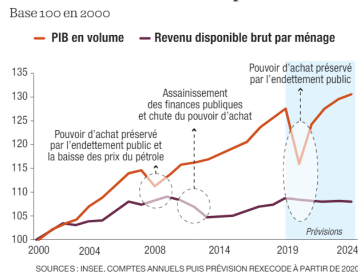
« On va voir les conséquences de ce qu'est une crise économique », prévient Denis Ferrand, directeur général du think tank Rexecode. « Le citoyen français verra un chiffre de croissance très élevé et aura le sentiment de ne pas participer à la fête, parce que son emploi est fragilisé », explique Philippe Waechter, chef économiste d'Ostrum AM. Si en même temps le marché boursier se tient bien, il dira « c'est toujours les mêmes qui en profitent! », même si c'est plus compliqué que cela.

« Je redoute une étape supplémentaire française dans la défiance vis-à-vis de tout chiffre public », tremble Denis Ferrand, qui garde le souvenir vif du passage à l'euro et des suspicions envers les chiffres de l'inflation. En plus, alors que pendant le confinement les emplois supprimés étaient des contrats courts (intérim, CDD) et concernaient des personnes déjà aux frontières de l'emploi, « désormais les emplois perdus ou non créés seront au cœur du salariat, ce seront des CDI supprimés à cause de plans sociaux, fermetures d'entreprises, abandons d'investissements. On croira d'autant moins aux statistiques de la croissance que le chômage qui augmentera concernera des personnes qui en étaient jusqu'à présent plutôt préservées, ce sera un chômage d'insiders », ajoute l'économiste.

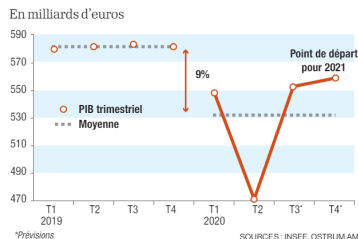
Biais cognitif. Conséquence de cette déprime sur le front de l'emploi, le pouvoir d'achat n'augmentera pas. Grâce aux aides publiques, il devrait stagner en 2020 comme en 2021 pour la population prise dans son ensemble, calcule Rexecode. Mais en intégrant le paramètre démographique, le pouvoir d'achat par ménage devrait reculer. Les citoyens se rapprocheront-ils alors au gouvernement de ne pas redistribuer les fruits de la croissance?

« Le ressenti sera celui d'un appauvrissement moyen, prévient Denis Ferrand. Les Français auront oublié que si leur pouvoir d'achat avait fait comme la croissance en 2020, il aurait

Durant les crises s'installe un décalage entre l'évolution du PIB et celle du pouvoir d'achat



La production reste sous son niveau d'avant-crise



baissé de 10 points. Il y a une asymétrie cognitive qui fait que l'on ressent toujours moins les gains que les pertes, et ce sera d'autant plus le cas que le gain de 2020 était une « non-perte ».

Les Français se demanderont qu'on ont passé les 100 milliards d'euros du plan de relance, dont un tiers doit être engagé l'année prochaine, mais qui aura des effets de long terme et non de court terme. Les différences de trajectoires individuelles en fonction des secteurs d'activité risquent enfin de nuire à la cohésion de la population. Xavier Timbeau donne l'exemple d'une « hôtesse de l'air dans un secteur qui ne redécote pas versus un employé de l'industrie automobile qui redémarrera bien. Le plan de relance risque de paraître injuste avec des secteurs qui s'en tirent bien et d'autres qui ne se remettent pas ».

Pour mieux rendre compte de la situation économique, faudra-t-il alors changer d'indicateur et laisser un temps de côté les taux de croissance du PIB? « On ne sait pas faire autrement », répond Philippe Waechter, qui s'est rendu compte qu'autour de lui personne ne comprenait qu'il y ait une croissance aussi élevée l'année prochaine.

« Changer d'indicateurs dans ce genre de circonstances est très compliqué, car on ne pourra pas empêcher des commentaires disant que l'on cache quelque chose », remarque Xavier Timbeau. Pour lui, le débat économique risque d'être « très confus l'année prochaine ».

Pédagogie. En première ligne, l'Insee a déjà adapté sa communication. Lorsqu'elle met à jour un indicateur, elle indique désormais l'écart par rapport à son niveau d'avant crise. « Cela permet de fixer les idées par rapport à des variations qui peuvent donner le vertige à la baisse puis à la hausse », explique Julien Pouget, directeur de la conjoncture.

« Nous faisons encore plus de pédagogie qu'avant, poursuit-il. La plupart de nos indicateurs conjoncturels sont assortis d'une documentation méthodologique ad hoc, beaucoup plus fournie que d'habitude. Nous avons dit clairement quand un concept lui-même était bousculé par le caractère extraordinaire de la crise, comme le taux de chômage : nous avons qualifié sa baisse de trompe-l'œil au deuxième trimestre et expliqué le jeu de vases communicants avec le halo du chômage. Finalement, j'ai l'impression que cela a été assez bien compris. »

Reste à espérer que le calendrier politique ne nuise pas à la qualité du débat. 2021 étant une année de précampagne électorale, le risque sera plus grand de récupération de la défiance envers le gouvernement et les statistiques publiques. Un cocktail potentiellement détonant.

@JadeGrandin

Think again
Eric Le Boucher



De la difficulté des réformes : leçons du Japon

CURIEUSEMENT, ce qui se passe dans les îles nipponnes si lointaines, à l'autre bout du continent eurasiatique, a toujours été très instructif pour nous Européens et nous Français qui occupons le coin opposé. C'est vrai pour la démographie, le Japon est « en avance » concernant le vieillissement de sa population (46 ans d'âge moyen), vrai pour la géopolitique, le Japon sous influence américaine vit au premier rang la poussée chinoise et le retrait parallèle de Washington, et vrai pour l'économie, avec une dette de 150% du PIB, une politique monétaire expansive et une difficulté historique, sans doute génétique, à faire des réformes de structures. Le Japon dit beaucoup de nous.

Nommé cette semaine Premier ministre, Yoshihide Suga est le 99e à occuper ce poste depuis l'introduction de la Constitution de l'ère Meiji en 1868. Le chiffre dit la précarité du job : un titulaire ne reste en moyenne qu'un an et demi au Kantei, sa résidence, à cause non pas de l'alternance politique, d'élections prématurées ou de motions de censure mais à cause tout simplement de l'instabilité de la direction au sein même du parti majoritaire de droite conservatrice, le PLD, parti libéral-démocrate qui règne à Tokyo pratiquement sans discontinuer depuis la guerre.

Angle nationaliste. Yoshihide Suga remplace Shinzo Abe, démissionnaire pour cause de maladie qui, une exception, gouvernait depuis huit ans. Ancien membre de l'équipe Abe, Yoshihide Suga, 71 ans, a promis « la continuité » et il a très peu modifié le cabinet. On y retrouve les faiseurs de rois du LDP, Taro Aso, 79 ans et Toshihiro Nikai, 81 ans. Seule nouveauté, Nobuo Kishi, frère de Shinzo Abe, a été choisi pour le ministère de la Défense, confirmant l'angle nationaliste

L'essentiel de ce que nous apprend le Japon est que ni la politique monétaire, ni la politique budgétaire, aussi « agressives » soient-elles, ne réussissent à réveiller la croissance. Seules les réformes le peuvent et c'est faute de les avoir faites que les Abenomics ont échoué

de la politique nipponne. Le gouvernement ne compte que deux femmes sur vingt-et-un ministres. Le Japon est un très vieux pays très conservateur...

Shinzo Abe voulait réveiller son pays, l'extirper de sa déflation - inflation trop basse et croissance bornée - en utilisant « un arc à trois flèches » : une politique monétaire agressive d'achats d'obligations publiques dite « quantitative easing », une relance budgétaire adéquate et le lancement de ces réformes structurelles à la réputation d'inaccessibles. Annoncées à grands bruits en 2013, les Abenomics ont fait flop. La croissance stagne autour de 1% au mieux, l'inflation n'est jamais revenue vers les 2% espérés, le déficit budgétaire a baissé des 8% du PIB de 2012 mais tourne toujours autour de 3-4%, disons que la progression de la dette a été réduite, les réformes structurelles sont restées à l'état de projet, la productivité japonaise est toujours désespérément plate.

A mettre à l'actif d'Abe, on relève primo un taux d'emploi qui s'élève grâce à la possibilité plus ouverte donnée aux femmes de travailler : 72% d'entre elles travaillent contre 68% en France, qui l'eut cru? Et secundo, le maintien d'un excédent commercial qui s'explique certes par la baisse des coûts de l'énergie importée mais aussi par une solide tenue de l'industrie nipponne (électronique, robotique...), même si les belles heures des années 1970-1980 s'éloignent et si la menace chinoise se rapproche.

La première leçon pour les Européens est l'extrême difficulté qu'il y a à remonter

l'inflation vers 2%. La Fed américaine a très récemment abandonné la politique d'en faire sa priorité, la Banque centrale européenne s'y accroche encore sous la pression germanique. Le Japon a illustré, avant même la Covid qui va encore compliquer les choses, combien le QE ne génère pas d'inflation et, au-delà, combien le retour à une hausse « normale » des prix (2%) semble

La politique nipponne tourne autour de « la protection » d'un mode de vie ancestral qui rend tous les élus frileux. La bonne leçon japonaise serait d'inverser le discours : ce sont les réformes qui seules peuvent préserver les modes de vie en les tirant vers le haut

devenu « un objectif impossible », comme le souligne l'économiste Daniel Gros (*Project Syndicate*, 7 septembre).

Réformes structurelles. L'essentiel de ce que nous apprend le Japon est que ni la politique monétaire, ni la politique budgétaire, aussi « agressives » soient-elles, ne réussissent à réveiller la croissance. Seules les réformes le peuvent et c'est faute de les avoir faites que les Abenomics ont échoué.

La Covid reverse la table. La relance monétaire et budgétaire est aujourd'hui légitime dans des proportions historiques. Nous sommes dans un exercice de sauvetage de l'économie en général et de certains secteurs sinistrés en particulier. Pourtant, si le débat est différé, il faut garder à l'esprit que les seules bonnes politiques sont des politiques de structures. La monnaie (de banque centrale ou du gouvernement) bouche les trous mais ne construit rien. Les dégâts collatéraux de la monnaie gratuite (les taux à zéro) que les banques centrales offrent depuis 10-15 ans sont connus : les bulles immobilières ou boursières, le maintien d'entreprises non rentables dites « zombies » et plus globalement une distorsion artificielle des risques. Ils méritent qu'on en fasse l'examen précis, au moins au niveau de l'analyse, sans attendre que la Covid disparaisse.

Shinzo Abe a renoncé à la troisième flèche de son arc parce qu'il a mis tout son crédit politique sur le changement de la Constitution pacifiste de 1947, héritée de la défaite. Il n'a guère avancé sur ce sujet non plus, sauf à renforcer les crédits de la défense et à réhabiliter un discours d'autonomie sur la scène internationale. Mais l'abandon des réformes économiques s'explique surtout par l'indécision fondamentale du PLD.

Son successeur devra trouver comment convaincre ses amis dans ce parti de renforcer la place des femmes en cassant les très nombreux plafonds de verre dans les entreprises comme dans la politique et de redynamiser la concurrence dans l'agriculture, le commerce, les télécommunications, et, partie la plus difficile, de relever la productivité pour relever les salaires.

La politique nipponne tourne autour de « la protection » d'un mode de vie ancestral qui rend tous les élus frileux. La bonne leçon japonaise serait d'inverser le discours : ce sont les réformes qui seules peuvent préserver les modes de vie en les tirant vers le haut, meilleure croissance, meilleure productivité, meilleurs salaires. Le vieillissement (la population passera de 128 millions à 88 millions en 2065) et les ambitions de la Chine appellent à d'urgents changements. Mais comme en France, le Japon bute sur une classe politique conservatrice, indécise, incapable de trancher. Parce que bon an mal an le pays est encore très riche, les responsables politiques croient pouvoir survivre dans l'isolement.

@EricLeBoucher